



AFRIQUE - Répercussions de la crise centrafricaine au Tchad et en Afrique du Sud

Rome (Agence Fides) - La chute du Président François Bozizé a eu des conséquences au Tchad et en Afrique du Sud, deux pays impliqués au travers de contingents militaires propres dans la crise en cours en République centrafricaine.

Le nouvel homme fort de Centrafrique, le responsable de la coalition rebelle Seleka, Michel Djotodia, est considéré comme proche du Président tchadien Idriss Déby Itno. Un fait qui a cependant généré le mécontentement au sein de la Seleka, où montent les craintes de voir, une nouvelle fois, la République centrafricaine placée sous la tutelle du pays voisin. Le Président Bozizé était lui-même arrivé au pouvoir en 2003 grâce à l'aide tchadienne. A quelques heures de la prise de Bangui de la part de la Seleka, Timan Erdimi, opposant historique de Déby, a annoncé, depuis Doha (Qatar) où il est réfugié, vouloir reprendre les hostilités contre le Président tchadien. En 2008, Erdimi, chef de l'Union des Forces de Résistance (UFR), avait été bloqué dans sa tentative de prise du pouvoir à N'Djamena par l'intervention des troupes françaises. Selon le site Afrikarabia, Erdimi, outre à avoir pris contact avec d'autres groupes rebelles tchadiens, se serait également mis d'accord avec les dissidents de la Seleka qui espèrent, une fois Déby renversé au Tchad, conquérir le pouvoir à Bangui, en l'arrachant au pro-tchadien Djotodia.

En Afrique du Sud en revanche, les polémiques augmentent après les pertes subies par le contingent militaire national envoyé en soutien du Président Bozizé. Le principal parti d'opposition, l'Alliance Démocratique, a demandé la constitution d'une commission d'enquête parlementaire afin d'expliquer « le déploiement hautement discutable » d'un contingent sud-africain de 200 hommes en Centrafrique. (L.M.) (Agence Fides 27/03/2013)